

Marie-Claude Dubin s'interroge



Marie-Claude Dubin en octobre dernier à l'hôpital Henri-Mondor.



En janvier 1991, sur la base d'Al Hasa en Arabie saoudite.

Elle couvrait la guerre du Golfe pour un quotidien. Depuis 1991, elle tente de savoir si elle a été contaminée par les bombes à l'uranium appauvri utilisées par les Américains. Récit du parcours d'une combattante entre hôpitaux civils et militaires.

UNE JOURNALISTE ATTEINTE DU « SYNDROME DU GOLFE » ?

112 000 GI indemnisés aux États-Unis après leur retour du Golfe. En France, 120 vétérans seulement. Grand reporter pendant la guerre en Iraq, Marie-Claude Dubin a suivi les légionnaires démineurs, là où la présence de produits toxiques était la plus certaine. Elle vient de subir pendant cinq mois des examens dans plusieurs hôpitaux, civils et militaires. Avec un bilan étonnamment contrasté, après une décennie d'incertitude. Serait-elle, en France, la première femme – mais aussi le seul civil – atteinte du syndrome du Golfe ? Elle raconte ici ses grandes manœuvres en quête de la vérité.

Dix ans avec l'angoisse d'un caillot mortel. Dix ans pour savoir si mes « petits » ennuis de santé, découverts au hasard d'une prise de sang dès mon retour de la guerre du Golfe, ont un rapport avec cette « opération » baptisée bien joliment Tempête du désert, quand ce n'était pas guerre « propre » ou « chirurgicale ». De longs mois d'errance et d'ignorance médicale, avant que le syndrome du Golfe ait droit de cité en France. Dans les hôpitaux, tant civils que militaires, le secret défense de la « grande muette » rivalise parfois avec les cachotteries des médecins qui préfèrent

donner la primeur à la publication de leurs recherches... Pourtant, il n'avait pas fallu deux mois, après mon retour du Golfe, pour que le Dr K., médecin du journal qui m'employait à l'époque, diagnostiquait une anomalie inquiétante : « Une artère risque de se boucher. » Mes plaquettes sanguines avaient triplé, atteignant le double de la limite maximale. Je n'avais pas encore perdu 20 % de mon poids, ni commencé à ressentir de douleurs à l'intérieur des membres ou d'autres troubles en chaîne, qui ne ressemblent pas à ma forme légendaire. Et puis le toubib d'entreprise avait exhibé cette toute petite coupure d'un hebdomadaire américain sur un bien curieux mal, qui n'avait pas encore de nom, ressenti par des milliers de boys américains. J'ai continué, pendant des années, ces contrôles sanguins qui ne servaient pas à grand-chose. Faute de savoir à quoi j'avais été exposée. C'est seulement cette année, après un reportage sur Canal +, que les Français ont découvert la réelle importance de l'uranium appauvri (U.A.) dans les bombardements américains : 940 000 obus, soit 300 tonnes d'U.A., lequel n'a pas le monopole du toxique. Flash-back, au moment de l'offensive terrestre de février 1991. Ce mauvais feuillet commence par une

UNE JOURNALISTE ATTEINTE DU « SYNDROME DU GOLFE » ?

« Si j'ai reçu une overdose d'uranium, c'est aussi probablement en assistant à la "dépollution" de la base d'Al Salman où sept GI venaient de mourir. »



1. Février 1991, dans un char français à la frontière irako-saoudienne.
2. En tenue NBC. L'angoisse pendant l'offensive terrestre.

exclusivité difficilement gagnée, et peut-être chèrement payée : le privilège de partir seule, aucun confrère à l'horizon, avec les légionnaires démineurs du 6^e REG, chargés notamment de nettoyer Al Salman, la première base aérienne iraquienne bombardée par les Américains. La plupart des vétérans français d'Avigolfe, l'association des victimes, sont passés par là.

■ **22 février 1991.** Veillée d'armes. Le colonel du Sirpa, qui veut m'interdire de partir à l'aube, comme prévu, en « immersion », avec les soldats donnant l'assaut, sait-il quelque chose de particulier sur un danger plus précis qui attend les Français ? Depuis le début de l'offensive aérienne, cinq semaines plus tôt, le « chimique iraquien », Arlésienne de cette guerre, est sur toutes les lèvres. Mais les mots « bombes à l'uranium appauvri » ne sont jamais prononcés.

Au nom d'un papier classé « confidentiel défense », je suis soudainement indésirable en première ligne, et censée céder à « un » autre reporter ma place de choix : celle où personne ne pourrait mentir sur la réalité de l'attaque, et les témoignages directs de prisonniers racontant l'enfer vécu depuis le 17 janvier. Parce que ce devait être, selon l'officier, « très très très dangereux », et que j'étais... « une femme ».

Six mois auparavant, quelques jours avant l'invasion du Koweït par les troupes de Bagdad, l'U.S. Army avait reçu, de ses propres arsenaux, un rapport secret sur le danger de l'U.A. par inhalation : « Les expositions des soldats sur le champ de bataille pourraient être très importantes, avoir des effets radiologiques et toxicologiques. » Mais les stocks de « récup' » nucléaire à bas prix sont déjà prêts à servir. Alors...

■ **23 février.** J'invoque haut et fort les premiers mots du préambule de la Constitution, où nul ne doit être exclu de par son sexe. L'affaire, devenue petit débat de société et la risée des Américains, qui ont des femmes GI dans chaque régiment, remonte à la cellule de crise, bien davantage préoccupée par l'offensive repoussée de 24 heures. Premier ministre, Michel Rocard tranche en ma faveur, aidé par seulement la moitié du gouvernement, encore très misogyne pour des socialistes. « Vous avez fait avancer l'action culturelle au sommet », m'avouera-t-il en souriant, le jour de mon retour, lors de cette invitation inattendue à déjeuner à Matignon : la Journée de la femme !

2

■ **24-28 février.** Je me retrouve en Iraq : casque, gilet pare-balles prêtés par l'armée, et ma tenue NBC (nucléaire, biologique, chimique).

Passé très vite la peur du chimique, reste la crainte des mines abandonnées par les Iraquiens en déroute. Comment imaginer que le danger puisse venir des armes anglaises ou américaines ? L'armée française jure n'avoir jamais utilisé contre l'Iraq de bombes à l'U.A., tout en reconnaissant en avoir toujours dans ses stocks... Où aurais-je pu respirer ces poussières d'uranium toxique, agrémenté d'un liant chimique, pour plus d'efficacité dans la perforation des chars ? Un peu partout, à force de fouiner pour essayer de raconter cette guerre, y compris du côté des vaincus, dont Saddam Hussein n'a jamais laissé filtrer la moindre image. Est-ce en m'asseyant à l'intérieur de ce char iraquien à moitié fondu, ou bien en assistant à la destruction d'un autre T54 dans un nuage de feu et de sable ? Ou encore en ramassant cet étui kaki de bombe à fragmentation, une « cluster », dont la moitié des 150 « bombinettes » éparpillées dans le sable n'avaient pas explosé ?

Si j'ai reçu une overdose d'uranium, c'est aussi probablement en assistant à la « dépollution », doux euphémisme, de la base d'Al Salman où sept GI de la 82^e Air-born venaient de mourir en sautant sur les explosifs de leur propre armée. « Que de cochonneries », lance alors le colonel de la Légion, apparemment furieux des rapports des services de renseignements américains : bien trop pessimistes sur le nombre d'avions iraqiens encore présents – plus un seul sur place – ou mensongers, par omission, sur la réelle composition des bombes, plantées çà et là dans les bunkers.

■ **7 avril.** Au hasard d'un bilan sanguin, réclamé peu après mon retour pour tenter de soigner une extrême fatigue, diagnostic de thrombocytose ! Les plaquettes... Mais pas le temps de s'attarder : c'est déjà le début d'une autre guerre : la Yougoslavie. Et un contrôle sanguin par trimestre pendant dix ans.

■ **22 juin 2000.** Hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Encore une prise de sang pour rien, même si les plaquettes sont revenues à la « normale supérieure ». Le syndrome du Golfe, et ses neuf facteurs de risque reconnus par l'armée américaine, est enfin dans l'air du temps chez nous. Michèle Rivasi, députée de la Drôme, biologiste et fondatrice du laboratoire chargé d'étudier les retombées françaises du nuage de Tchernobyl, se démène pour obtenir une enquête parlementaire sur l'U.A. A l'hôpital, on me répond : « Uranium, connais pas. »

Entre-temps, j'ai perdu une douzaine de kilos, et accumulé, comme les vétérans, certains troubles intestinaux, neurologiques et musculaires. Spécialiste du nucléaire, le D^r B. avoue : « Le syndrome du Golfe, c'est un casse-tête chinois. De toute façon, vous ne risquez plus rien de la radioactivité, mais seulement de ses effets chimiques sur les organes. » Réconfortant !

■ **15 septembre.** Hôpital du Val-de-Grâce. « Bonjour, je cherche à savoir si le syndrome du Golfe... » « qui n'existe pas », coupe sèchement au téléphone ce médecin, chef du service information-santé des armées. La veille, pourtant, le ministre de la Défense, Alain Richard, a lâché du lest en acceptant une mission

Février 1991, devant un stock d'obus des alliés, prêts à être tirés.



« Pénétrer dans un char, comme vous l'avez fait, a priori ça suffit ! », concède le médecin-chef de l'hôpital du Val-de-Grâce.

d'information – et non d'enquête – composée de parlementaires et d'experts ! Le médecin-colonel Estripeau, patron du service, est plus respectueux des consignes. Accueillant, il propose, « comme l'a décidé le ministre », un bilan médical, « complet et gratuit » à tous ceux du Golfe : « Vous serez le premier civil à en bénéficier. » Des factures aussi.

Avec 310 demandes au tribunal des pensions et 120 accordées pour des maladies « connues », le discours pour décharger l'armée est un bel exercice de style : « Il y a des pathologies liées au Golfe. Il convient de voir si elles sont liées au conflit. » J'ai bien été exposée aux mêmes risques que les vétérans contaminés, mais à deux exceptions de taille, car longtemps présentées comme seules causes de leurs maux : je n'ai jamais pris les cachets contre les armes chimiques, que j'avais pourtant sur moi en permanence, et je n'ai pas été vaccinée contre l'anthrax, étendard de la guerre bactériologique. Pour le reste, je coche dans toutes les cases : mauvaise association de vaccins et, bien sûr, l'uranium de la coalition. « Pénétrer dans un char, comme vous l'avez fait, a priori ça suffit ! », concède le médecin-chef.

■ **19 septembre.** Hôpital Necker. Hématologue au service des médecines spécialisées, le Pr H. est le premier patron à me recevoir sans avoir l'air étonné de mes symptômes. Prise de sang immédiate pour quarante-sept analyses en flacons multicolores, quatre ordonnances d'exams divers et une recommandation pour deux spécialistes qui enquêtent depuis des années sur le syndrome.

■ **20 septembre.** Hôpital Bégin. Délivrance d'une carte tricolore du service de santé des armées pour accéder aux pathologies infectieuses et tropicales. Début d'un engrenage de piqûres, intraveineuses ou musculaires, sans fin. Avec la radio pulmonaire, les bilans sanguins sont pourtant les seuls examens qui doubleront. Les protocoles de recherches ne sont pas du tout les mêmes sous le képi et dans le civil. La preuve par deux s'avère impossible.

A Rhafa (la frontière iraquienne), durant la guerre, où il dirigeait l'hôpital de campagne, le médecin-chef D. n'a « jamais su », lui non plus, que les « soldats avaient pu être exposés à l'U.A. ». Pourtant, même s'il a fallu insister, car l'analyse est coûteuse, ce sont les militaires qui ont accepté les premiers de rechercher des traces d'ura-

nium dans mes urines. Avec la difficulté de trouver en France des labos privés équipés d'un « spectromètre de masse », j'avais fini par me tourner vers les Etats-Unis et le fameux professeur, ex-colonel, Durakovic : l'ancien expert du Pentagone, congédié de l'armée, et depuis menacé pour avoir dit la vérité atomique du Golfe. La réponse est venue de Londres, via Internet, par son assistante Mary : « Faites-vous analyser au plus vite. Envoyez vos urines au labo au Canada, avec 500 dollars, 200 si vous êtes pauvre et malade. » J'attends encore la réponse à mon e-mail au pays des érables !

■ **26 septembre.** Clinique du Louvre. Après échographie et radio pulmonaire banales à la Mutuelle de la presse, anesthésie générale, à l'heure du thé, pour une double biopsie de l'estomac et du duodénum, en ambulatoire.

■ **27 septembre.** Hôpital Henri-Mondor à Créteil. L'ordinateur de l'hôpital est en panne : ni caisse ni rendez-vous. Plus tard, ce sera l'IRM... « Chez nous, ça marche », rassure d'emblée le Dr A. qui reçoit avec le double intérêt du médecin chercheur, vite rejoint par le Pr G., patron de ce service de pointe en neuropathologie. Mes symptômes, comme ceux de la grande majorité des vétérans contaminés, confortent les deux spécialistes dans leurs études, secrètes, avant publication médicale : « L'armée ne ment pas quand elle dit qu'il n'y a pas de syndrome de la guerre du Golfe, car c'est aussi celui de la Somalie ou de l'ex-Yougoslavie. » Bref, de tous les conflits récents où la France était engagée, avec les petits soldats de l'information, souvent les mêmes.

Ici, on incrimine moins l'uranium que les vaccins lambda à répétition, dont la formule a déjà dû être changée, pour cause d'interférences désastreuses. Les Américains, vaccinés six fois en quinze jours, au lieu de dix-huit mois, contre le « charbon » – la maladie laisse d'énormes taches noires sur le visage – ont été touchés par dizaines de milliers. Les Français a priori beaucoup moins, mais les effets d'un cocktail de vaccins et d'éléments toxiques, dont les apprentis sorciers ont gardé la

Document personnel

SUITE
PAGE 116

Une « maladie » en voie d'officialisation

Composée de dix parlementaires, la commission d'information sur le syndrome du Golfe siège deux fois par semaine à l'Assemblée nationale. Créée à l'automne par le gouvernement, après plusieurs mois de bataille menée par la biologiste et députée Michèle Rivasi et l'association Avigolfe (qui aurait préféré une véritable enquête), elle pourrait permettre d'indemniser les victimes ou leur famille. A condition que la vérité sur les dangers toxiques * auxquels ont été exposés les vétérans ne souffre pas trop du « secret défense ». Après avoir longtemps nié le phénomène, les militaires ont adopté une position prudente : « Nous n'avons pas identifié, à ce jour, de syndrome de la guerre du Golfe. Nous attendons les résultats des travaux de la commission et du groupe d'experts qui a été nommé », précise le colonel Estripo, médecin-chef du service de santé des armées. Le 31 octobre, le général Michel Roquejeoffre – ancien patron de l'opération Tempête du désert, à la retraite aujourd'hui – a été le premier à avouer officiellement que 9 000 soldats français avaient pris des cachets de pyridostigmine, antidote aux gaz neurotoxiques de l'arme chimique. L'officier, qui portait sur place masque et tenue NBC, affirme n'avoir rien su, à l'époque, des bombardements américains à l'uranium appauvri. Le général Schmitt, son ex-chef d'état-major, dit l'inverse. A suivre.

* « Uranium appauvri, la guerre invisible » de Martin Meissonier (sortie prochaine aux éditions Robert Laffont).